

SANS ABRI

18/11/2009

L'Eglise au secours de l'Etat

Le SAMU social a refusé de s'occuper de demandeurs d'asile lundi soir. Ils ont trouvé refuge à l'église Saint-Sebastien la nuit et au conseil général le jour.

Le 115 n'a pas fonctionné pour eux. Eux, ce sont la trentaine de demandeurs d'asile originaires du Kosovo et d'Arménie qui se sont présentés la semaine dernière devant les portes du PAU (Point d'accueil d'urgence) de la rue Gilbert (ER du 29/10). Des enfants les accompagnent dont un nourrisson de huit mois. Leur arrivée à Nancy s'est faite au pire moment: l'ARS submergé par les demandeurs d'asile (association de réinsertion sociale) a en effet décidé la fermeture de ce service, pour se concentrer sur le suivi de 271 personnes dont ils ont la charge, des réfugiés pour les trois-quarts.

Passants choqués

Pendant plusieurs jours, ils ont bien été pris en charge par le SAMU social qui leur a assuré chaque soir un hébergement au foyer du Grand Sauvoy. Des places mises à disposition dans le cadre du dispositif hivernal. Des places qu'ils devaient libérer chaque matin.

Mais lundi soir, le SAMU social a refusé de les prendre en charge. Livrés à eux-mêmes, les demandeurs d'asile se sont installés devant le Point d'accueil d'urgence.



Lundi soir, les demandeurs se sont installés devant le Point d'accueil d'urgence, fermé depuis plusieurs jours.

Des passants choqués ont en vain composé le 115. «*Nous avons eu la consigne de ne pas s'occuper d'eux*», explique l'opératrice.

Ému, un étudiant d'origine serbe qui passait par là vers 22 h les a conduits à l'église Saint-Sebastien. À cette heure, le lieu de culte est en principe fermé mais ce soir-là,

des fidèles participaient à une veillée de prière. Ils leur ont ouvert la salle paroissiale, assumant du coup la mission d'accueil inconditionnelle dévolue à l'État. «*On ne pouvait pas les refuser, ce sont des êtres humains. On a mis en service le chauffage au gaz mais on ne dispose que de deux matelas. Deux matelas*

pour 26 personnes !», rapporte un des prêtres de la paroisse. «*On s'est relayé pour veiller avec eux. Ce sont des gens qui ont une certaine tenue. Le matin, ils ont tout balaissé, tout nettoyé et tout remis en place*». Les fidèles de la paroisse les ont alors accompagnés au conseil général «*qui gère la protection ma-*

ternelle et infantile». Ils ont pu se restaurer et des médecins ont examiné les enfants.

Pourparlers

Toute la journée, préfecture, conseil général et responsables de l'ARS ont mené de longs pourparlers. Les travailleurs sociaux étaient même prêts à débrayer pour accentuer la pression.

Vers 17 h, la situation s'est dénouée. Des éducateurs sont finalement venus pour les prendre en charge.

Ces demandeurs d'asile ont été pris en otage. Une partie de bras de fer se joue en effet depuis plusieurs jours entre les services de l'État et les responsables de l'Association de réinsertion sociale. L'ARS a en effet dû avancer sur ses fonds propres le surcoût généré par l'afflux de réfugiés. Sans avoir la garantie que l'État réglerait l'ardoise qui se chiffre à plus d'1M €, «*mettant en péril l'association*».

Depuis fin octobre, les services de la préfecture sollicitent des crédits supplémentaires auprès du Secrétariat d'État au logement pour débloquer la situation. Hier en fin de journée, ils ont obtenu le versement de 893.000 €. Et l'État s'est engagé à verser le reste début 2010.

Saïd LABIDI